

# IWIS : les syndicats contre Big Blue

PAR JEAN-YVES SPARFEL

L'IWIS ( IBM Workers International Solidarity) se réunissait pour la 4<sup>e</sup> fois à Paris en juin dernier. Onze pays représentés pour dénoncer la politique antisyndicale et la dérégulation sociale chez IBM.

Ils venaient de France (CGT et CFDT) de RFA, de Grèce, d'Autriche, du Portugal, de Hollande, d'Italie, de Suède, de Corée du Sud, du Japon et des USA. IBM est implanté pratiquement sur tous les continents. Il s'est retiré d'Inde lorsque le gouvernement en place a voulu nationaliser une partie de son activité. En revanche, chassé d'Afrique du Sud sous la pression du boycott anti-apartheid, il s'y maintient grâce à une société paravent. Face à cette énorme machine, une organisation syndicale internationale s'imposait.

## L'IWIS naît au Japon

Elle est née en 1984 au Japon, après que les syndicalistes japonais aient gagné un procès contre IBM et que les gains de leur victoire aient permis de financer le premier congrès de l'IWIS. Auparavant, des contacts officiels avaient eu lieu aux USA et au Portugal (pour les syndicats européens). Depuis, l'IWIS s'est réuni trois fois : à Athènes (1985), à la Nouvelle-Orléans (1987), à Londres (1988). Malgré certaines dissensions (la CGT n'était pas invitée à Londres), des traditions différentes, les divisions suscitées par la direction, la répression (les Anglais ont été interdits de section syndicale en juin dernier), l'IWIS a adopté une stratégie commune. Dès sa création, trois objectifs essentiels : exiger d'IBM le respect des salariés et des lois de chaque pays d'implantation, œuvrer pour la paix dans le monde, étendre l'IWIS à d'autres pays.

Pour cela des contacts furent établis en Autriche, Espagne, Brésil, Corée du Sud, Belgique. Avec succès puisqu'au terme d'une grève très dure en Corée du Sud (août 1988), un syndicat fut créé et était présent au 4<sup>e</sup> congrès de Paris avec un autre nouveau, l'Autriche.

## Menaces pour les syndicats et pour l'emploi

Le congrès de Paris a mis l'accent sur la politique antisyndicale d'IBM : création de syndicats « maisons », contrôle et fichage des délégués, discriminations diverses, encouragement à la délation et à l'individualisme, sélection politique à l'embauche. Bref, tous les ingrédients de l'arbitraire patronal, du refus des syndicats. Ainsi en France, les délégués CFDT de l'usine de Montpellier n'ont pas eu d'avancement depuis quinze ans et un délégué CGT de Paris est en procès avec la direction pour être allé au congrès de l'IWIS en 1987 sur son temps de délégation syndicale. La répression est d'autant plus forte dans les pays où la législation est peu favorable aux salariés.

A ces manquements au respect des droits des personnes et des salariés, IBM ajoute un plan (plan Akers) de réduction des effectifs. 10 000 emplois ont été supprimés depuis deux ans aux USA (dont

2 800 à l'usine de Tucson cédée à 3M). En France, une offre exceptionnelle de départ pour les plus de 57 ans (avec 75% du salaire) doit toucher 400 personnes. L'IWIS a signalé par ailleurs le développement des postes précaires (intérim, CDD) dans différentes unités : Bobigny, Hanovre (RFA), Amsterdam (P.B), Dallas, Boulder et Charlotte (USA). Pour les effectifs en France, les contrats à temps partiel ou les CDD sont passés de 497 à 1094 entre fin 1986 et mars 1989. Dans le même temps, les temps plein réguliers diminuaient de 22 225 à 21 660. IBM a, enfin, de plus en plus recours à la sous-traitance, notamment pour les tâches les moins qualifiées.

## Dérégulation et délocalisation

Autre pratique de choc dénoncée par l'IWIS, la dérégulation sociale et la concurrence entre unités de différents pays. Ainsi il est fait pression sur les salariés pour accepter des conditions de travail plus difficiles : la flexibilité (par l'extension du travail en équipe 7 jours sur 7), le travail de nuit des femmes, les heures supplémentaires non déclarées. Un délégué allemand a cité ce chantage d'une direction : « Si vous ne travaillez pas le dimanche, nous transférons certaines productions en France ». Cette délocalisation est effective dans d'autres pays.

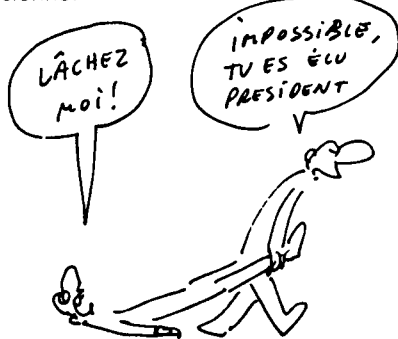
Sur le plan des salaires, l'IWIS doit combattre une individualisation à outrance. Si en France, un plan d'intéressement pour tous les salariés, conclu avec la CGC et le syndicat autonome se met en place (versement à la fin de l'année de 12% d'un salaire mensuel), il masque d'énormes disparités, notamment de déroulement des carrières. La hausse du coût de la vie n'est jamais une base de négociation pour IBM. L'IWIS la réclame comme minimum pour tous.

Au total, ce congrès d'IWIS a dressé le portrait d'une multinationale de combat. IWIS n'est pas considéré comme représentatif par une direction qui joue l'unité des directions contre la division et la dispersion des salariés. Cela confirme la nécessité d'une organisation internationale, même si les conditions d'une lutte commune sont difficiles à créer. Mais l'IWIS continuera : le prochain congrès aura lieu en 1991 en Italie. ■

## IBM, prototype de la multinationale

**IBM** : 400 000 salariés dont 170 000 hors des USA, 60 milliards de dollars de chiffre d'affaires et 5 milliards de bénéfice.

L'implication politique des dirigeants d'IBM est telle qu'à chaque changement de président, une partie du CA intègre la nouvelle administration et est remplacée par ceux sortant de l'ancienne.



**IBM-France** : 22 000 salariés répartis dans 14 établissements (dont 2 labos, 2 usines et le siège d'IBM Europe), dont près de 80% sont des ingénieurs, cadres et techniciens.